REPUBLICQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

N° 20

181851

II III II

MODIFIANT LA LOI N° 81-17
DU 6 MAI 1981 RELATIVE
AUX PARTIS POLITIQUES

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du
Mercredi 4 octobre 1989, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE :

Les articles 4 et 5 de la loi n° 81-17 du 6 mai 1981
relative aux partis politiques sont abrogés et remplacés par
les dispositions suivantes :

"Article 4 : Les déclarations et dépôts prévus aux
articles 2 et 3 sont effectués sous peine de dissolution,
auprès du Ministre de l'Intérieur qui est tenu d'en délivrer
récépissé.

La dissolution intervient également :

1°) Dans le cas où un parti a reçu directement ou indi-
rectement des subsides de l'étranger ou d'étrangers établis au
Sénégal.

2°) Dans le cas où un parti applique une modification
statutaire refusée par le Ministre de l'Intérieur.

3°) Dans le cas où, par son activité générale ou ses
prises de positions publiques, un parti a gravement méconnu les
obligations qui lui incombent en vertu de l'article 3 de la

Constitution et rappelées dans les engagements prévus à l'article 2 ci-dessus, notamment en ce qui concerne le respect :

- des caractères de l'Etat : républicain, laïc et démocratique ;
- des institutions de la République : de leur statut, de leurs pouvoirs et de leurs compétences ;
- de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et de l'unité de l'Etat ;
- de l'ordre public et des libertés publiques.

La dissolution est prononcée par décret pris sur le rapport du Ministre de l'Intérieur.

Les biens d'un parti dissous sont liquidés conformément aux dispositions de ses statuts ou, à défaut, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 817 du Code des Obligations civiles et commerciales.

Article 5 : Les partis politiques régulièrement constitués ont accès aux antennes de l'Office de Radiodiffusion Télévision du Sénégal pour la diffusion de leurs communiqués de presse, la couverture de leurs manifestations statutaires, et dans le cadre de la retransmission des débats à l'Assemblée nationale. En outre, ils peuvent être invités à participer à des émissions à caractère politique, notamment sous la forme de débats ou de tables rondes.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret".

Dakar, le 4 octobre 1989

LE PRESIDENT DE SEANCE

ABDOUL AZIZ NDAW